

Transparence fiscale en Afrique 2021

Aperçu des derniers développements

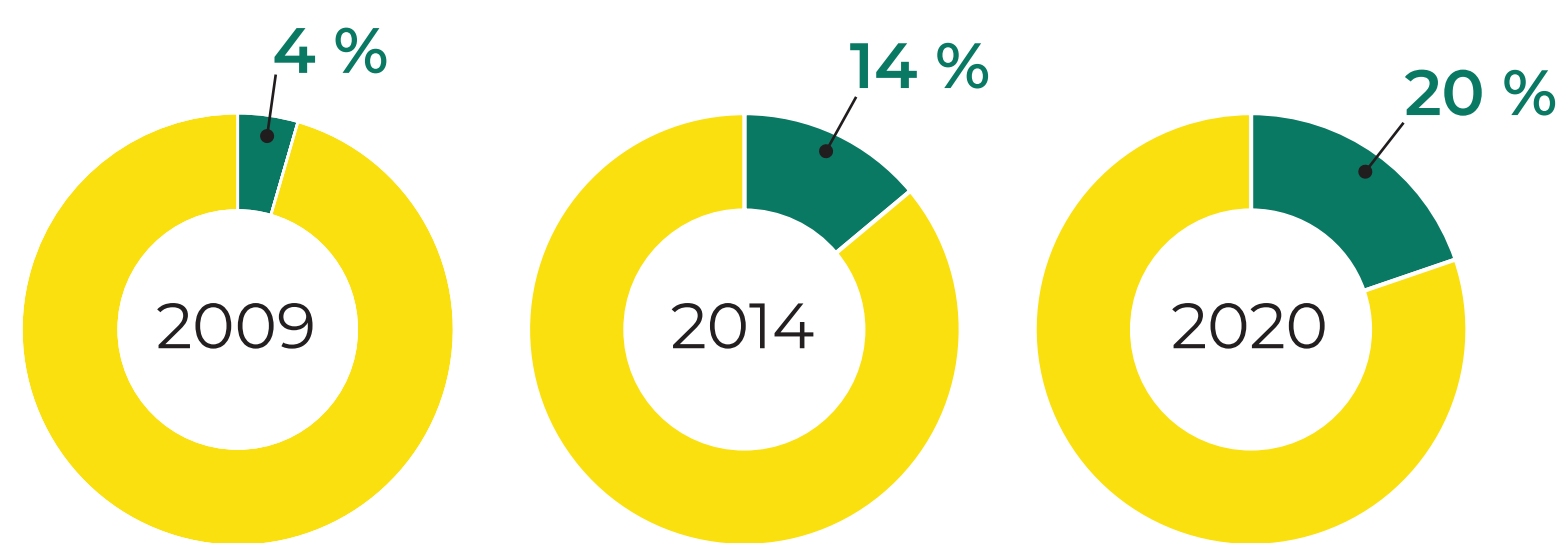
Le continent africain perd chaque année plus de **80 milliards USD** sous la forme de **flux financiers illicites (FFI)**.

Ces FFI privent les pays africains de ressources très importantes pour la réalisation de leurs ambitieux **objectifs de développement**.



Le ralentissement économique résultant de la crise sanitaire du COVID-19 a accru la pression budgétaire sur les gouvernements et souligné l'importance de la **mobilisation des ressources intérieures**.

La transparence fiscale et l'échange de renseignements (ER) jouent un rôle crucial dans la lutte contre l'évasion fiscale et les autres FFI, pour générer des ressources dont les pays ont tant besoin.

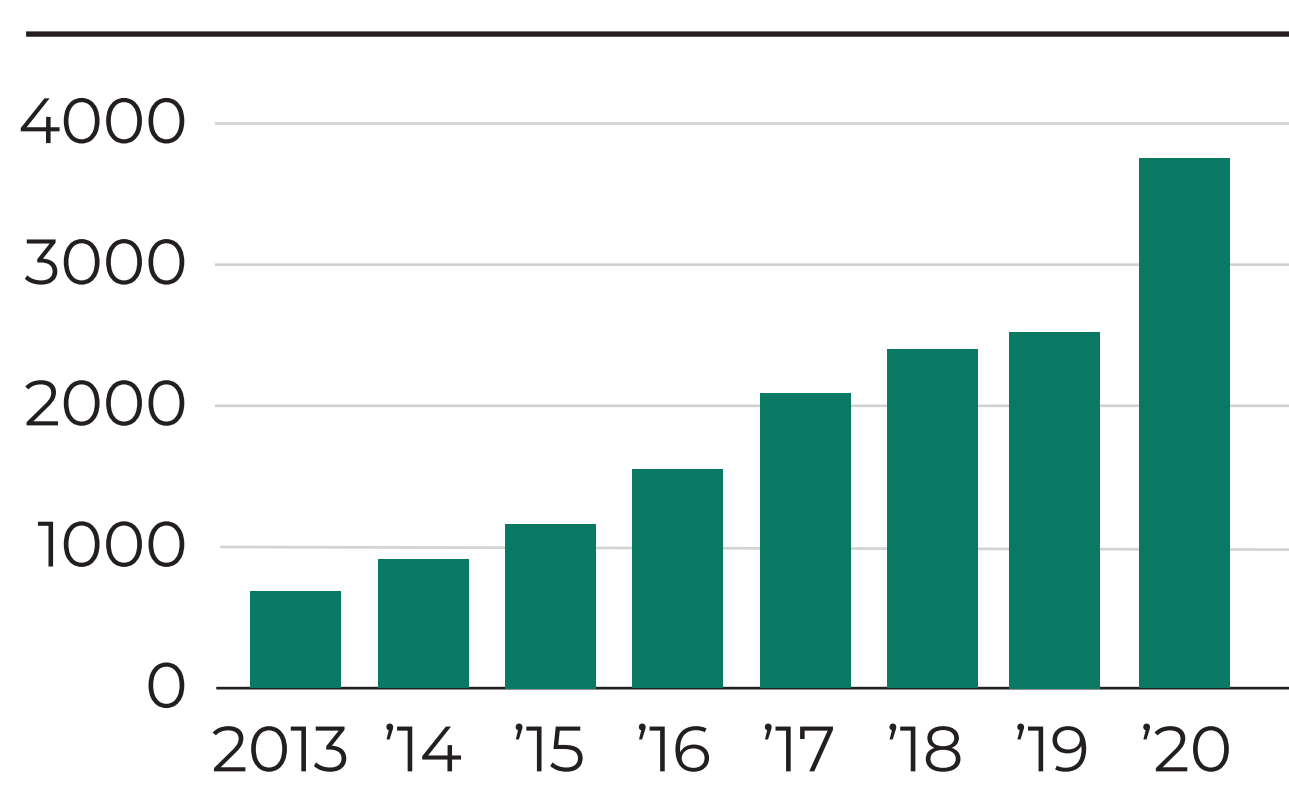


Part relative des pays africains au sein du Forum mondial en 2009, 2014 et 2020

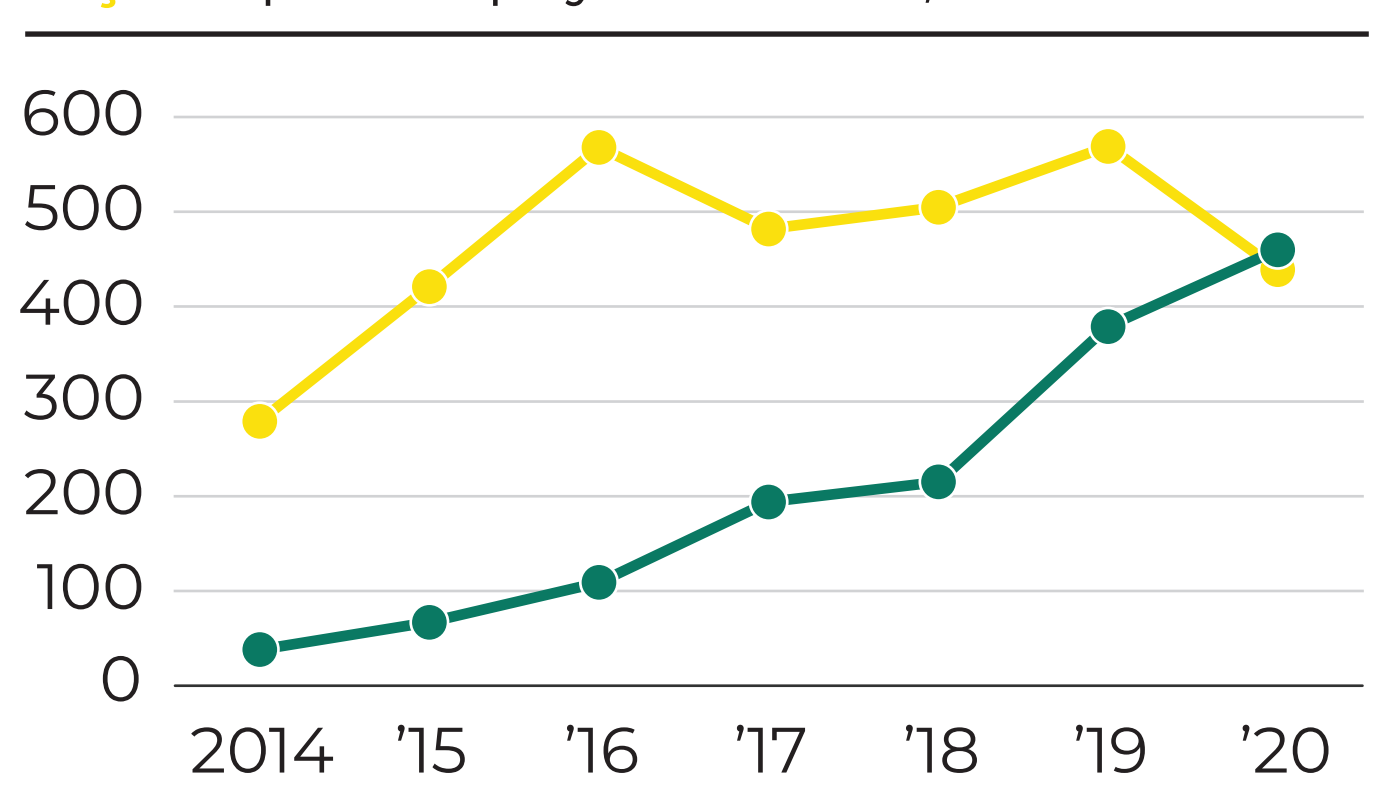
32 pays africains sont aujourd'hui membres du Forum mondial et la Déclaration de Yaoundé, un appel à l'action pour améliorer la mobilisation des ressources intérieures grâce à la lutte contre les FFI, compte 31 signataires, dont la Commission de l'Union africaine.

Ces pays ont **étendu leurs réseaux d'ER** et le nombre de demandes d'ER envoyées augmente. En 2020, pour la première fois, les pays africains ont envoyé plus de demandes qu'ils n'en ont reçues.

Nombre de **relations d'ER créées** par les pays africains, 2013-2020



Nombre de demandes d'ER **envoyées** et **reçues** par les pays africains, 2014-2020



L'amélioration des infrastructures d'ER a permis aux administrations fiscales de collecter davantage de recettes. Au total, depuis 2009, l'ER a facilité l'identification de **plus de 1.2 milliard EUR** de recettes additionnelles en Afrique (impôts, intérêts et pénalités).

L'**échange automatique de renseignements** suscite un intérêt croissant. Cinq pays africains échangent déjà et le Maroc et le Kenya se sont engagés pour 2022. L'Ouganda débutera en 2023.



Le Forum mondial et ses partenaires, parmi lesquels l'ATAF tient une place importante, poursuivront leurs activités de soutien, de renforcement des capacités et de transfert de compétences pour faire avancer la transparence fiscale en Afrique. **1 300 fonctionnaires ont été formés en 2020**.